

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°294
15 décembre 2019

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

*Intervention du représentant du courant Front Unique,
au congrès national de la FSU le vendredi 13 décembre, pour que la FSU :*

- refuse les concertations sur la contre-réforme des retraites et ses déclinaisons (pseudo-revalorisation des enseignants ...)*
- décide de l'organisation, dans les plus brefs délais, d'une manifestation nationale et centrale, au siège du pouvoir, pour imposer le retrait du projet Macron-Philippe-Delevoye*
- s'adresse aux confédérations CGT et FO pour réaliser l'unité sur cet objectif.*

Les travailleurs et la jeunesse ont bien compris que le plan Macron-Delevoye prévoit la liquidation pure et simple des régimes spéciaux et du régime général des retraites.

C'est pourquoi ils se sont massivement mobilisés le 5 décembre, avec la volonté affirmée d'affronter le gouvernement et de lui imposer le retrait ! C'est pourquoi, depuis le 5, les travailleurs de la RATP et de la SNCF sont en grève.

Le 11 décembre, Édouard Philippe a confirmé toutes les craintes : non seulement il ne recule sur rien, mais il a décidé d'aller plus vite encore, avec un calendrier qui ne laisse aucun doute sur sa détermination.

La source de cette intransigeance, c'est le fait que les dirigeants syndicaux ont accepté, dès le départ, un dialogue social permanent avec le gouvernement sur son projet de réforme. Parce que dialoguer avec lui, c'est refuser de l'affronter.

Mais les déclarations de Philippe changent la donne ! Le contenu de la loi est une réalité ! Les collègues sont plus que jamais prêts à affronter ce gouvernement qui a décidé de leur faire la peau.

Pour y parvenir, Édouard Philippe invite leurs organisations syndicales à négocier son application, avant même le vote. Il veut en faire les auxiliaires de la destruction de notre acquis fondamental qu'est la retraite par répartition.

Que disent les travailleurs à leurs directions syndicales ? « N'y allez pas ! » C'est déjà ce qui émane de plusieurs assemblées générales.

Tout est cousu de fil blanc : dès aujourd'hui, Blanquer invite les organisations enseignantes à discuter de l'application de cette destruction dans l'enseignement, à travers des pseudo-revalorisations. **Mais discuter de quoi ? Discuter sur le terrain de la liquidation de notre statut ?!**

Les enseignants devraient accepter une redéfinition de leurs services ?

De leur temps de travail ?

De l'individualisation des rémunérations, notamment par les primes ?

Soyons sérieux ! Les collègues ne comprendraient pas qu'on nous dise qu'il s'agit d'y aller pour défendre leurs revendications !

Les travailleurs savent que l'issue de ce combat est capital, selon que le gouvernement sera battu ou pas :

- Soit Macron parvient à imposer son plan ; et ce sera une nouvelle déferlante d'attaques contre ce qu'il reste de nos conquêtes sociales.
- Soit nous parvenons à le faire plier en obtenant le retrait de sa réforme. Alors, s'ouvrirait la possibilité du combat pour revenir sur toutes ses contre-réformes.

La question se pose : à quelles conditions le gouvernement peut-il être défait ?

Nous sommes la FSU, la principale fédération chez les enseignants ; sa responsabilité est engagée.

La question centrale, c'est le front uni des organisations syndicales.

Front uni sur quel mot d'ordre ? Celui qui unit les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'enseignement et du privé : le retrait pur et simple du projet de réforme.

Et cela ne peut passer que par la **rupture de toute discussion avec le gouvernement sur les retraites, à commencer par celle sur la pseudo-revalorisation des enseignants.**

Comment centraliser ce combat ? Que fait-on de la force qui s'est exprimée à partir du 5 ?

Des journées d'action ou des « temps forts » ?

Les collègues savent très bien que c'est inefficace et que cela permet au gouvernement de jouer l'épuisement.

Des grèves reproductibles ou des grèves tournantes ?

Les enseignants se souviennent du traumatisme de 2003, les cheminots de la liquidation de leur statut en 2018. La grève reproductible, c'est la dislocation dépôt par dépôt, bahut par bahut, assemblée par assemblée... C'est la dispersion au service du gouvernement.

Au lieu de disperser les forces, il faut les concentrer. Le combat des travailleurs doit être **centralisé** contre le gouvernement.

Attendre, c'est condamner à mort la grève à la RATP et à la SNCF, fer de lance du combat pour le retrait de cette réforme.

C'est pourquoi la responsabilité du congrès est de décider de l'organisation d'une **manifestation centrale et nationale, au siège du pouvoir**, dans les plus brefs délais, **avec appel à la grève** ce jour-là, pour exiger le retrait pur et simple de son plan de destruction des retraites.

La FSU doit s'adresser aux confédérations CGT et FO pour réaliser l'unité sur cet objectif.

C'est exactement ce qu'ont voté hier, lors d'une heure d'information syndicale, les enseignants du lycée Blaise Pascal, l'un des plus grands établissements de Clermont-Ferrand.

Ils attendent à présent une réponse positive de leurs organisations. Telle est l'enjeu de cette discussion sur l'action.

Motion soumise au vote du congrès de la FSU par le courant *Front Unique*

Le discours d'E. Philippe le 11 décembre est tombé comme un couperet, le gouvernement entend en finir avec les régimes de retraites, régime général comme régimes spéciaux, en faisant fi de la volonté des travailleurs exprimée dans la grève massive du 5 décembre.

Le congrès de la FSU exige le retrait du projet de loi de destruction de la retraite du gouvernement Macron-Philippe-Delevoye.

Le gouvernement a annoncé l'ouverture de concertations pour la mise en œuvre de la loi. Dans l'enseignement elles commencent aujourd'hui. Entrer dans de telles discussions serait accepter le cadre de la liquidation du code des pensions.

C'est pourquoi le congrès décide que la FSU ne peut pas participer à de telles discussions.

Ce qui est à l'ordre du jour c'est le combat pour affronter le gouvernement, dans l'objectif de le faire plier.

Pour obtenir le retrait de la réforme de liquidation des retraites, le combat des travailleurs doit être centralisé.

C'est pourquoi le congrès de la FSU se prononce pour l'organisation d'une manifestation centrale et nationale au siège du pouvoir dans les plus brefs délais et appelle à la grève à cet effet.

La FSU s'adresse aux confédérations CGT et FO pour réaliser l'unité sur cette position.

(Résultat du vote : 18 pour soit 3,2% des suffrages exprimés ; Contre 532, Abstentions 10 NPPV: 40)

On peut mesurer la contradiction totale entre le rejet, à l'initiative de la direction de la FSU, de la motion ci-dessus dans le congrès national, et l'aspiration des enseignants telle qu'elle s'est exprimée dans l'assemblée du lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand par une adresse aux directions syndicales, quasi-identique à notre motion, adoptée par *36 voix, 2 abstentions et 1 refus de vote.* (le texte de cette adresse est présent sur le site frontunique.com).